



BURKINA FASO : UN COUP D'ŒIL DERRIÈRE LE RIDEAU DE LA TRANSITION

Par Kah Walla

www.strategiesconsultingfirm.com

Du 16 au 19 octobre 2023, ma collègue Aurélie Majo et moi-même de notre cabinet STRATEGIES ! avons eu le privilège de faciliter un atelier pour les parlementaires des commissions des comptes publics et/ou des finances de cinq pays d'Afrique de l'Ouest et d'un pays d'Afrique centrale.

L'atelier était organisé par le Programme régional de la GIZ sur la bonne gouvernance financière en Afrique - volet contrôle législatif, en appui à son partenaire, l'AFROPAC, et plus précisément à sa branche ouest-africaine, la WAAPAC.

L'atelier technique s'est extrêmement bien déroulé et tous les participants ont grandement bénéficié du renforcement de leurs capacités sur le rôle des parlements dans la gestion des finances publiques dans leurs pays respectifs. L'atelier a également été l'occasion d'avoir un aperçu de ce qui se passe dans les transitions politiques actuellement en cours en Afrique de l'Ouest et du Centre, puisque les pays participants comprenaient des parlements régulièrement élus - Côte d'Ivoire et Bénin - ainsi que des parlements de transition nommés : Tchad, Mali, Guinée et Burkina Faso, pays hôte. Interagir avec les principaux acteurs de la transition que sont les parlementaires de transition et discuter franchement de leurs transitions en cours, nous a permis d'avoir un aperçu de certains éléments clés de ces moments politiques uniques. Ce commentaire se concentre sur les pays d'Afrique de l'Ouest : Mali, Guinée et Burkina Faso.

L'expérience tchadienne semble différente de celles de l'Afrique de l'Ouest. Il est important de noter que les parlementaires participant à l'atelier constituent un groupe assez spécifique. Issus des commissions des comptes publics et/ou des finances de leurs parlements, ils constituent en quelque sorte une "élite" dans la plupart des pays. Les observations ci-dessous doivent être lues dans cette optique.

Observations générales:

- La transition se poursuit activement dans tous les pays et suit des étapes précises. Les parlementaires ont pu préciser non seulement les étapes les concernant, mais aussi celles concernant l'exécutif et le judiciaire. La Guinée, par exemple, travaille en étroite collaboration avec la CEDEAO sur son parcours de transition.
- Les parlementaires participent activement à la réforme des lois dans leur ensemble et, pour ce groupe, du cadre juridique régissant la gestion des finances publiques (GFP).
- Pour tous les pays, il existe une véritable interrogation fondamentale sur la manière de permettre à la gouvernance de leur pays de mieux répondre aux besoins des citoyens et d'accroître la transparence, la responsabilité, l'efficacité et l'efficience de la gestion des finances publiques.
- Le sentiment général semble être que les échéances et les calendriers pour le retour à un régime civil sont moins importants que la réussite de la transition. De nombreux parlementaires ont parlé de la mise en place d'un cadre tel qu'un coup d'État ne puisse plus jamais se produire dans leur pays.
- Contrairement à ce que nous craignons en tant que facilitateurs, il n'y a jamais eu de clivage entre les pays en transition et ceux qui ne le sont pas. Les échanges ont été ouverts et francs. Les parlementaires étaient tout aussi désireux d'apprendre les uns des autres, quel que soit leur pays d'origine. La fierté ouest-africaine était très présente dans la salle, sans qu'aucune tension ou animosité ne soit perceptible entre les pays.

- Tous les parlementaires, y compris ceux des pays qui ne sont pas en transition (parfois avec un peu de nostalgie), ont pu considérer la transition comme une occasion de renforcer la gouvernance en général et la Gestion des Finances Publiques en particulier.
- Dans tous les pays en transition, la complexité existe. Des parties de la population qui soutiennent totalement les dirigeants militaires, des parties qui espèrent une amélioration de la gouvernance, mais qui se méfient de la politique de l'Union européenne en matière de sécurité et de défense.
- Les personnes qui s'opposent au coup d'État, dont certaines faisaient partie de l'ancien régime et d'autres non, sont des victimes de la violence et de l'arbitraire des régimes militaires.
- Dans tous les pays, la critique, voire la remise en question des dirigeants militaires et des décisions qu'ils prennent au sujet de la transition suscite une certaine crainte et une certaine anxiété. Cependant, certains de ces parlementaires ont été nommés en toute confiance par les dirigeants militaires et sont donc les mieux placés pour suggérer des améliorations et signaler les problèmes.

Quelques points forts/réalisations/signes encourageants des transitions

- Dans les parlements désignés des trois pays, la société civile, les organismes professionnels, les partis politiques et d'autres parties prenantes clés ont été consultés avant les nominations. Dans les commissions des finances avec lesquelles nous avons travaillé, nous avons constaté les points clés suivants :
 - Une différence d'âge marquée - les parlementaires des pays en transition étaient en moyenne 10 à 15 ans plus jeunes que ceux des pays qui n'étaient pas en transition et très probablement que les parlementaires qu'ils ont remplacés dans leur pays.
 - Le niveau de compétence de chacune des délégations était très élevé, avec de nombreux professionnels de la finance (experts-comptables, fonctionnaires du ministère des finances, consultants financiers, etc.)

- L'intention de prendre en compte la dimension du genre est bien réelle. Dans tous les pays en transition, la délégation comptait des femmes très compétentes, qui se sont exprimées et dont certaines ont souligné l'importance de l'équité entre les hommes et les femmes dans les réformes en cours. La délégation malienne était composée d'une majorité de femmes couvrant une large tranche d'âge.
- Les parlementaires de toutes les délégations se sont montrés extrêmement engagés et attentifs.

Cela s'explique très probablement par les facteurs suivants:

- La méthodologie utilisée, qui s'est affranchie de tout protocole parlementaire, a volontairement permis une discussion ouverte sur les coups d'État et les transitions.
- Presque toutes les personnes ressources étaient africaines et certaines étaient originaires de la région.
- Le fait que tous les exercices et discussions aient été contextualisés, permettant aux participants d'analyser le contenu fourni à travers le prisme de leurs réalités.
- Les règles de Chatham House ont été adoptées pour permettre aux gens de s'exprimer librement.
- Un consensus s'est dégagé sur les principes de base du rôle du parlement dans la GFP ainsi que sur le fait qu'aucun parlement ne remplit entièrement ces principes de base. Les discussions approfondies ont ensuite porté sur la voie et les mesures que chaque commission parlementaire devrait prendre pour améliorer sa mise en œuvre de ces principes. Il n'y a pas eu de "jugement" d'une et les participants se sont sentis libres d'admettre leurs lacunes et d'y remédier.

- Tous les parlementaires, y compris ceux des pays qui ne sont pas en transition, ont identifié un exécutif trop puissant comme le principal obstacle à l'exercice efficace de leur rôle parlementaire en matière de Gestion des Finances Publiques.
- Dans certains cas, les comités d'audit publics/comités financiers ont été en mesure d'auditer et de remettre publiquement en question les dépenses des présidences militaires actuelles. La commission guinéenne a fait part de l'expérience qu'elle a acquise en réalisant récemment un audit de ce type, très médiatisé.
- Si le terme "démocratie" n'a pas été fréquemment utilisé au cours de ces quatre jours, l'adhésion aux principes démocratiques a été totale et sans ambiguïté. Tous les parlementaires ont convenu que les enjeux pour eux sont de construire une gouvernance centrée sur le citoyen, d'assurer une utilisation efficace et efficiente des finances publiques, de garantir la transparence et la responsabilité des fonds publics.

Préoccupations/faiblesses/défis

- Toutes les transitions sont confrontées à la tension entre le rassemblement de l'ensemble du pays autour d'une vision commune du changement et le respect des droits de l'homme fondamentaux, y compris le droit à la liberté d'expression. Le niveau de tolérance à l'égard des voix dissidentes est faible. Cela diminue clairement la qualité de l'analyse et de la réflexion dans ces pays, alors qu'ils sont confrontés à des défis extrêmement complexes.
- Même parmi ces parlementaires, il y a un fort sentiment que l'on peut en quelque sorte mettre en veilleuse les droits de l'homme fondamentaux, résoudre les principaux problèmes nationaux, puis revenir aux droits de l'homme à un moment ultérieur. Pourtant, lors des discussions avec les parlementaires et lorsqu'on leur pose des questions spécifiques sur la violence et les violations des droits, il devient évident que la possibilité que les régimes militaires de transition s'installent comme des dictatures à long terme est très réelle.

- Aucune des transitions ne semble disposer d'une unité stratégique très efficace qui réfléchit à la question de la sécurité des produits et des services. Les différents courants de travail et développer véritablement un concept de "style africain".
- Démocratie/gouvernance". Il existe une forte tension entre les résultats à court terme pour répondre aux attentes de la population et les objectifs à long terme que la plupart des régimes ressentent déjà. Cependant, il ne semble pas y avoir de réflexion stratégique approfondie pour développer des approches permettant de résoudre ou d'atténuer cette tension. Au contraire, sous cette pression, certains dirigeants prennent des décisions erratiques qui n'ont manifestement pas tenu compte de tous les paramètres.
- Il y a un fort déficit de savoir-faire technique dans l'ensemble des institutions de transition. Des fonctionnaires, des parlementaires et d'autres personnes souvent expérimentés ont été remplacés et ont emporté avec eux les connaissances et l'histoire de l'institution. Les transitions requièrent également de nouvelles compétences qui sont difficiles à identifier et à acquérir. Aucun des pays ne semble être pleinement conscient de ce défi, et encore moins le relever.

Réflexions et approches pour les institutions africaines

- **S'engager plus profondément et plus utilement** - Les coups d'État ont eu lieu et les transitions sont là. Ces transitions sont une véritable opportunité pour ces pays de jeter les bases d'une gouvernance démocratique, centrée sur les citoyens. Cependant, la menace de les voir glisser vers des autocraties militaires est également très réelle. Un engagement profond, significatif et techniquement utile avec ces pays les aidera à saisir l'opportunité plutôt que de glisser vers la menace.
- **Défendre clairement les droits humains fondamentaux et les différentes chartes africaines** - C'est le moment pour les institutions africaines de réitérer et de défendre fermement les principes et les valeurs qui sont explicites dans les chartes africaines, tant pour les pays en transition que pour ceux qui ne le sont pas. Les raisons annoncées par tous les putschistes étaient la violation de ces principes par les régimes qu'ils ont renversés. Les institutions africaines devraient saisir cette occasion pour rassembler toutes les parties prenantes,

en particulier les citoyens africains ordinaires, autour de ces principes et réfléchir à la manière de mieux les mettre en œuvre et d'obliger les gouvernements à rendre des comptes. Si les institutions africaines ne s'attaquent pas à la perception d'un manque d'adhésion aux principes fondamentaux de la part de leurs dirigeants, elles vont perdre le peu de crédibilité qui leur reste auprès des Africains. En s'engageant avec les pays en transition, les institutions africaines ont la possibilité de combler ce fossé fondamental.

- **Fournir une expertise technique** - La grande majorité des pays africains sont aux prises avec des problèmes de gouvernance nationale et sectorielle, qu'ils soient grands ou petits. Dans le même temps, la quantité et la qualité de l'expertise africaine dans le monde n'ont jamais été aussi importantes. Il est important que les institutions africaines se positionnent pour mobiliser l'expertise africaine à travers le monde afin d'aider leurs États membres à trouver des solutions aux défis complexes auxquels ils sont confrontés. Au-delà des déclarations et des communiqués, les pays africains ont un besoin urgent d'un leadership continental et régional proactif au niveau technique et pratique pour relever les défis auxquels ils sont confrontés.
- **Activer les institutions régionales au-delà de l'exécutif** - Les dirigeants militaires sont les parties prenantes avec lesquelles il est le plus difficile de s'engager. Cependant, il est possible et potentiellement productif de s'engager avec d'autres parties prenantes telles que les parlementaires, les ministères de tutelle, les gouvernements locaux, les organisations de base, les syndicats, les associations professionnelles et les organisations de la société civile. Tous ces acteurs sont des points d'entrée pour s'engager avec les pays en transition. Il est fort probable que le soutien apporté à d'autres parties prenantes soit très bénéfique pour équilibrer le pouvoir de l'exécutif dans cette période de transition.

Réflexions et approches pour la coopération au développement

1. Renforcer et approfondir l'engagement

Les programmes de coopération au développement sont toujours présents dans la plupart des pays en transition. Cependant, la plupart des programmes sont en quelque sorte en mode d'attente, ne sachant pas comment s'engager. Lorsque la situation fondamentale des droits de l'homme le permet, les programmes de coopération au développement devraient envisager de renforcer et d'approfondir l'engagement avec les ministères techniques. Dans les gouvernements en transition, ces ministères techniques recherchent des gains à court terme, même s'ils mènent des réformes. S'engager à les aider à analyser ces stratégies afin que les gains à court terme ne nuisent pas aux réformes à plus long terme constitue un point d'entrée. S'engager avec les ministères de tutelle à fournir des services à d'autres parties prenantes du secteur peut également constituer un point d'entrée.

Dans le domaine de la gouvernance, plusieurs gouvernements en transition ont signé une feuille de route avec la CEDEAO. Il sera important d'examiner ces feuilles de route et de déterminer s'il existe des domaines qui offrent des points d'entrée pour le renforcement des capacités et l'assistance technique dans les domaines des réformes fondamentales en cours.

2. Faire jouer l'expertise africaine

La plupart des agences de coopération au développement disposent d'une expertise africaine considérable au sein de leur personnel et/ou auprès de leurs consultants et ONG partenaires. Compte tenu des sensibilités politiques dans les pays en transition, le moment est venu pour la coopération au développement de faire jouer l'expertise africaine au sein de leurs organisations. L'engagement et les discussions techniques sont plus susceptibles d'être francs et d'aborder des questions sensibles/importantes liées aux droits de l'homme, à la gouvernance, etc. s'ils sont menés par des Africains possédant l'expertise nécessaire.

La coopération au développement peut également créer l'espace nécessaire et rassembler l'expertise pour développer la "démocratie et la gouvernance à l'africaine" dont on parle tant. De nombreux travaux ont été réalisés par des experts africains sur les principaux piliers de ce concept, mais ce moment de transition offre l'occasion de rassembler tous ces éléments dans des contextes spécifiques et pratiques.

3. Commencer modestement, trouver les bons acteurs et se développer

Compte tenu de la grande variété d'acteurs et d'opinions dans ces transitions, il est important de s'engager, mais avec prudence et de manière progressive. Par définition, les situations évoluent rapidement dans les transitions. S'il est important de s'engager, il est également important de le faire avec les bons partenaires et même les bonnes personnes qui contribueront à renforcer les fondements démocratiques et fondés sur les droits dans ces pays. Les programmes de coopération au développement doivent renforcer leur capacité à faire preuve de diligence raisonnable et à effectuer une analyse correcte de l'environnement et des acteurs clés.

4. Accroître la collaboration entre la coopération diplomatique, militaire et de développement

Dans le contexte délicat de la transition, il est extrêmement important que les pays alignent leurs différentes formes de coopération et qu'ils s'informent les uns les autres. La collecte d'informations et l'analyse intersectorielle sont essentielles pour identifier les opportunités et les acteurs avec lesquels s'engager dans ce moment de transition fluide. Il est également important de maintenir la cohérence et d'éviter les faux pas afin de garder les lignes de communication ouvertes et de réaliser un travail de programme significatif et efficace.

5. Des déclarations politiques minimales en public, mais significatives à huis clos

Les gouvernements militaires de tous les pays en transition savent très bien profiter de la vague d'opinion publique qui les a portés au pouvoir. Il est important pour les pays occidentaux, en ce moment, de limiter au maximum les déclarations politiques et autres en public, tout en s'engageant dans des discussions franches, parfois difficiles, à huis clos. L'équilibre délicat à maintenir consiste à s'engager d'une manière qui renforce les droits fondamentaux et les règles démocratiques, sans alimenter la propagande anti-occidentale.

6. Renforcer les capacités et former le personnel pour ce moment de transition

Les compétences en matière de sensibilité politique, d'analyse politique et de discussions diplomatiques mais difficiles qui sont nécessaires pour effectuer même un travail purement technique pendant la période de transition ne sont généralement pas facilement disponibles dans les équipes de coopération au développement. Il sera important d'évaluer les besoins du personnel et de déterminer diverses méthodes pour renforcer les capacités à ce moment précis et pour l'avenir, car ces transitions sont susceptibles d'avoir un impact sur le travail de coopération au développement à long terme.

CONTACT US



P.O Box 3940 Douala / 322 Rue Bonamandone - Bali – Douala



Tel: (237) 233 43 38 76 / 233 43 82 37 Cell: (237) 699 89 08 99
USA: + 1 240 899 4761



Website: www.strategiesconsultingfirm.com

Email: strategies@strategiesconsultingfirm.com / strategiesusa@strategiesconsultingfirm.com